

Art. 6. Une copie du présent enregistrement doit accompagner chaque transport.

Art. 7. § 1^{er}. Le transporteur remet à la personne dont il a reçu des déchets une attestation mentionnant :

- a) son nom ou dénomination, adresse ou siège social;
- b) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui lui a remis des déchets;
- c) la date et le lieu de la remise;
- d) la quantité de déchets remis;
- e) la nature et le code des déchets remis;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur des déchets.

§ 2. Un double de l'attestation prévue au § 1^{er}, est tenu par le transporteur pendant 5 ans à disposition de l'administration.

Art. 8. § 1^{er}. Le transporteur transmet annuellement au Département du Sol et des Déchets, Direction des Infrastructures de Gestion et de la Politique des Déchets, une déclaration de transport de déchets, à l'exclusion des informations transmises en exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation.

La déclaration est transmise au plus tard le soixantième jour suivant l'expiration de l'année de référence. La déclaration est établie selon les formats définis par le Département du Sol et des Déchets.

§ 2. Le transporteur conserve une copie de la déclaration annuelle pendant une durée minimale de cinq ans.

Art. 9. Afin de garantir et de contrôler la bonne fin des opérations de transport, le transporteur transmet au Département du Sol et des Déchets, Direction des Infrastructures de Gestion et de la Politique des Déchets, en même temps que sa déclaration annuelle les informations suivantes :

- 1° les numéros d'immatriculation des véhicules détenus en propre ou en exécution de contrats passés avec des tiers et affectés au transport des déchets;
- 2° la liste des chauffeurs affectés aux activités de transport.

Art. 10. En exécution de l'article 18, § 1^{er}, du décret du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, le transporteur transmet semestriellement au Département du Sol et des Déchets, Direction des Instruments économiques et des Outils financiers, une déclaration fiscale sur base des modèles communiqués par le Département du Sol et des Déchets.

Art. 11. Si le transporteur souhaite renoncer, en tout ou en partie, au transport des déchets désignés dans le présent enregistrement, il en opère notification au Département du Sol et des Déchets, Direction des Infrastructures de Gestion et de la Politique des Déchets, qui en prend acte.

Art. 12. Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction au Règlement 1013/2006/CE concernant les transferts de déchets, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à leurs arrêtés d'exécution, l'enregistrement peut, aux termes d'une décision motivée, être radié, après qu'ait été donnée au transporteur la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé.

En cas d'urgence spécialement motivée et pour autant que l'audition du transporteur soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'enregistrement peut être radié sans délai et sans que le transporteur n'ait été entendu.

Art. 13. § 1^{er}. L'enregistrement vaut pour une période de cinq ans.

§ 2. La demande de renouvellement dudit enregistrement est introduite dans un délai précédant d'un mois la limite de validité susvisée.

Art. 14. Le présent acte entre en vigueur le jour de sa signature.

Namur, le 16 janvier 2019.

B. QUEVY

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/11085]

28 FEVRIER 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale approuvant la première modification de programme du « Contrat de Rénovation urbaine – Avenue du Roi »

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance organique du 23 février 2006, et ses modifications ultérieures, portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle ;

Vu l'ordonnance du 6 octobre 2016 organique de la revitalisation urbaine, les articles 1, 2, 7 à 18, 35 à 50 et 69 à 75 et plus particulièrement son article 46 ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/11085]

28 FEBRUARI 2019. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot goedkeuring van de eerste wijziging van het programma van het Stadsvernieuwingscontract "Koningslaan"

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 en de latere wijzigingen daarvan houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle;

Gelet op de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering, de artikelen 1, 2, 7 tot 18, 35 tot 50 en 69 tot 75, in het bijzonder artikel 46;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement modifié par l'arrêté du 18 juillet 2013 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les ministres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 2017 relatif aux Contrats de Rénovation Urbaine et plus particulièrement son article 30 ;

Vu l'arrêté du 7 décembre 2017 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale approuvant le programme de base définitif du « Contrat de Rénovation Urbaine n° 4 Avenue du Roi » ;

Vu les arrêtés du 7 décembre 2017 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

- octroyant les subventions aux différents bénéficiaires pour la réalisation des actions et opérations

- marquant son accord en financement pour la réalisation des opérations portées par Bruxelles Mobilité

dans le cadre de l'exécution du programme de base du « Contrat de Rénovation Urbaine Avenue du Roi » ;

Vu l'article 46 de l'ordonnance du 6 octobre 2016 organique de la revitalisation urbaine qui définit la procédure de modification et de complément de programme et que celle-ci ne prévoit pas que la modification soit soumise à enquête public ni à l'évaluation des incidences environnementales, sauf si le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale estime que ces formalités sont nécessaires ;

Considérant que ces formalités ne sont pas nécessaires étant donné qu'il n'y a pas de nouveaux projets ;

Considérant les remarques formulées le 23 novembre 2018 par CRDT-CRU conformément aux dispositions de l'article 41 § 5 et 46 de l'ordonnance du 6 octobre 2016 organique de la revitalisation urbaine et de l'article 22 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 2017 relatif aux Contrats de Rénovation Urbaine et figurant en annexe au présent arrêté ;

Vu l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances du 4 décembre 2017 sur le programme définitif du « Contrat de Rénovation Urbaine Avenue du Roi » ;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 8 décembre 2017 sur le programme définitif du « Contrat de Rénovation Urbaine Avenue du Roi » ;

Considérant que le budget de 21.990.010 € approuvé par le GRBC du 7 décembre 2017 pour le programme définitif du « Contrat de Rénovation Urbaine Avenue du Roi » reste identique ;

Sur la proposition du Ministre-Président chargé du Développement Territorial,

Arrête :

Article 1^{er}. La première modification du programme du « Contrat de Rénovation urbaine n° 4 - Avenue du Roi » est approuvée.

Art. 2. La première modification de programme approuvée et l'annexe du présent arrêté sont consultables via le lien <http://quartiers.brussels/2/>.

Art. 3. Le Ministre-Président ayant le Développement territorial dans ses compétences est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 février 2019.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering, gewijzigd door het besluit van 18 juli 2013;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 juli 2014 tot vaststelling van de bevoegdheden van de ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 2017 betreffende de Stadsvernieuwingscontracten, in het bijzonder artikel 30;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 december 2017 houdende goedkeuring van het definitieve basisprogramma van Stadsvernieuwingscontract nr. 4 "Koningslaan";

Gelet op de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 december 2017:

- tot toekenning van de subsidies aan de verschillende begunstigen voor de verwezenlijking van de acties en operaties

- houdende akkoord met de financiering van de verwezenlijking van de operaties uitgevoerd door Brussel Mobiliteit

in het kader van de uitvoering van het basisprogramma van het Stadsvernieuwingscontract "Koningslaan";

Gelet op artikel 46 van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering waarin de procedure voor het wijzigen of aanvullen van het programma wordt vastgesteld en bepaald wordt dat de procedure er niet in voorziet dat de wijziging onderworpen wordt aan een openbaar onderzoek, noch aan een milieueffectenbeoordeling, behalve indien de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van oordeel is dat deze formaliteiten vereist zijn;

Overwegende dat deze formaliteiten niet noodzakelijk zijn, omdat er geen nieuwe projecten zijn;

Overwegende de opmerkingen die op 23 november 2018 geformuleerd zijn door het GCTO-SVC overeenkomstig de bepalingen van artikel 41 § 5 en 46 van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en artikel 22 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 2017 betreffende de Stadsvernieuwingscontracten en die in bijlage bij dit besluit opgenomen zijn;

Gelet op het gunstig advies van de Inspecteur van Financiën van 4 december 2017 over het definitieve programma van het Stadsvernieuwingscontract "Koningslaan";

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 8 december 2017 over het definitieve programma van het Stadsvernieuwingscontract "Koningslaan";

Overwegende dat het budget van € 21.990.010 dat op 7 december 2017 door de BHR goedgekeurd werd voor het definitieve programma van het Stadsvernieuwingscontract "Koningslaan" ongewijzigd blijft;

Op voorstel van de Minister-President, die bevoegd is voor Territoriale Ontwikkeling,

Besluit :

Artikel 1. De eerste wijziging van het programma van het Stadsvernieuwingscontract nr. 4 "Koningslaan" wordt goedgekeurd.

Art. 2. De eerste wijziging van het goedgekeurde programma en de bijlage bij dit besluit kunnen worden geraadpleegd via de link <http://wijken.brussels/2/>.

Art. 3. De Minister-President, die bevoegd is voor Territoriale Ontwikkeling, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 februari 2019.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-President, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT